

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Union-Europeenne-a-perdu-le-fil>

L'Union Européenne a perdu le fil

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : lundi 26 décembre 2022

Description :

L'Union Européenne a perdu le fil. L'UE, avec beaucoup de bruit, a annoncé cette semaine le NEUVIÈME paquet de sanctions contre la Russie. Qu'est-ce que l'UE ne comprend pas dans les sanctions ?

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'UE, avec beaucoup de bruit, a annoncé cette semaine le NEUVIÈME paquet de sanctions contre la Russie. Qu'est-ce que l'UE ne comprend pas dans les sanctions ?

La Russie a confortablement survécu aux sanctions financières occidentales (même le fervent anti-Poutine The Economist en convient). Ce sont peut-être les sanctions technologiques qui finiront par « étrangler la Russie ». Bonne chance pour y arriver ! Qui finit par étrangler qui ? L'UE est toujours occupée à essayer (« légalement ») d'annexer tous les actifs russes en Europe. Et quelles cibles russes l'UE a-t-elle trouvées à sanctionner ? La chasse n'a pas été facile, car beaucoup de choses ont déjà été sanctionnées. L'objectif est donc de rendre illégale toute voix russe encore présente en Europe.

Oui, nous, Européens, avons été tellement affligés par une désorientation qui nous a fait tourner la tête sous la pluie de désinformation de l'État, et par des mensonges scandaleux et évidents, que beaucoup ont commencé à remettre en question leur propre santé mentale et celle des autres. Dans leur perplexité, ils en sont venus à considérer le « message » des sanctions sans fin comme « parfaitement rationnel ». Ils ont été hypnotisés par le fait que « vous êtes soit 'avec le récit', soit 'contre' ».

Donc, clairement, tout discours russe au sein de l'Europe doit être éliminé :

« La question est », dit Alice, « de savoir si les mots peuvent signifier tant de choses différentes ». « La question est », dit Humpty Dumpty, « de savoir qui est le maître - c'est tout ». (Lewis Carroll, « De l'autre côté du miroir »)

La semaine dernière, le Conseil général de l'UE a publié une déclaration dans laquelle il se dit « préoccupé par le fait que la Turquie maintienne un partenariat étroit avec la Russie, malgré la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales sévères contre Moscou ». L'approfondissement des liens économiques entre la Turquie et la Russie est « une cause de grande inquiétude », a déclaré le chef de la politique étrangère de l'UE, Borrell, dans une lettre adressée au Parlement européen. La poursuite de la politique turque consistant à « ne pas se joindre aux mesures restrictives de l'UE à l'encontre de la Russie » est également « préoccupante », selon cette lettre. Il est important que la Turquie ne propose pas à la Russie de contourner les sanctions, a souligné Borrell.

Ce à quoi le président Erdogan a répondu : « C'est une vilaine déclaration. Borrell ne peut pas définir et formaliser nos relations avec la Russie. Il n'a ni les qualifications ni la capacité de prendre de telles décisions. Qui est-il pour évaluer nos relations avec la Russie en matière de sanctions ? »

Puis, le 12 décembre, Borrell a annoncé que l'UE allait se mettre d'accord sur un paquet de sanctions « très dures » contre l'Iran : « Nous allons approuver un paquet de sanctions très dures. L'UE prendra toutes les mesures possibles pour soutenir les jeunes femmes et les manifestants pacifiques. Et nous essaierons de convenir de nouvelles sanctions contre l'Iran en raison de la fourniture de drones à la Russie ».

En clair, l'UE double, voire triple, ses sanctions à l'encontre de tous ceux qui « ne sont pas d'accord avec le récit ».

Il est surprenant (ou peut-être « pas ») que l'UE ne lise pas les runes sur l'Ukraine avec précision, en ce qui concerne la lutte pour la politique ukrainienne qui se déroule à Washington. En gros, l'élite réaliste américaine, ainsi que Henry Kissinger - un « faucon » qui se fait parfois passer pour un réaliste - s'opposent à l'élite russophobe, laissant entendre que cette dernière convoite une guerre plus importante (que les États-Unis seraient mal avisés de

mener).

Bien que cette idée ne surprenne pas la plupart des lecteurs, Kissinger, en déclarant qu'un démembrement de la Russie ou la destruction de sa capacité à mener une politique stratégique est un « non-non », met implicitement à nu le groupe des néoconservateurs en faisant prendre conscience de leurs objectifs secrets (ces derniers ont toujours nié que leur but était de démanteler la Russie en petits États sans importance et de s'emparer de ses ressources). Kissinger a au moins « externalisé » la question.

Jusqu'à présent, ces manoeuvres entre les élites américaines visent davantage à préparer le terrain au sein des groupes de discussion sur la politique étrangère américaine qu'à donner naissance à une nouvelle politique. (Il est trop tôt pour cela, peut-être ?).

L'UE, quant à elle, veut « marquer son territoire », mais ne réfléchit pas suffisamment. Olaf Scholz, tout mou, marmonne un cessez-le-feu et le retrait complet des troupes russes d'Ukraine.

Le Premier ministre britannique, quant à lui, a jeté de l'eau froide sur tout cessez-le-feu : L'Occident devrait considérer tout appel russe à un cessez-le-feu dans sa guerre contre l'Ukraine comme « complètement dénué de sens » dans les circonstances actuelles, a déclaré Rishi Sunak lundi.

Eh bien, même s'il y avait un retrait sur les positions du 24 février 2022 (la proposition Kissinger), cela ne fonctionnera pas comme base pour un cessez-le-feu, mais souligne plutôt la naïveté de la « pensée » de l'UE.

L'UE enferme l'Ukraine dans le fantasme d'un État démocratique partageant les mêmes idées et luttant pour son indépendance contre un « grand frère » autoritaire. C'est un non-sens. L'Ukraine est divisée sur le plan ethnique, linguistique, culturel et confessionnel. Elle est en pleine guerre civile. Elle est en guerre civile depuis des décennies. Des dizaines de milliers de morts.

Il est ridicule de prétendre que ce fait fondamental n'a pas d'incidence sur un quelconque cadre de cessez-le-feu. Les lignes de siège des nationalistes armés sont disposées à portée de roquettes des villes civiles du nord (culturellement russes) (comme Donetsk) que les nationalistes radicaux souhaitent conquérir et soumettre.

Un tel cessez-le-feu serait analogue à la réinsertion des forces catholiques de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) sous le nez des paramilitaires protestants d'Irlande du Nord. Quelqu'un croit-il que Londres serait capable d'abandonner les protestants à une telle perspective ? Eh bien, Moscou ne peut pas non plus permettre que les Russes de souche (en particulier sur des terres qui font partie de la Russie depuis des siècles) soient laissés au gré du vent d'un cessez-le-feu dans lequel tout serait rétabli « comme avant » (c'est-à-dire lorsque les forces nationalistes traitaient librement la ville de Donetsk comme un cocotier).

Pour rendre à Kissinger ce qui lui revient, il reconnaît l'in vraisemblance du cessez-le-feu en évoquant l'éventuelle partition de l'Ukraine (par référendum) qui deviendrait une nécessité - si sa proposition de cessez-le-feu s'avérait impossible. (L'UE est à mille lieues d'une telle réflexion).

L'UE s'est plutôt enfoncée dans une « tranchée de Bakhmut » avec son Ukraine « doit gagner » et « nous devons soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra ». L'UE agit comme si elle croyait avoir le contrôle, c'est-à-dire qu'elle décidera de « conférer un cessez-le-feu » à la Russie - ou pas.

Le plus probable est que l'UE sera un spectateur qui observe les événements de l'extérieur. Elle n'aura pas de siège

à la table des négociations.

Et il se peut qu'il n'y ait jamais de « cessez-le-feu » officiel. Les diplomates aiment trop dire que les conflits ne sont jamais résolus par des moyens militaires - mais c'est tout à fait faux. Souvent, une démonstration de force militaire est nécessaire, précisément pour catalyser et provoquer un changement tectonique.

Ou, tout simplement, le résultat peut émerger de l'intérieur vers l'extérieur, c'est-à-dire d'un réalignement du leadership de la base vers le sommet, ou de l'extérieur vers l'intérieur, qui se produit à Kiev ou dans l'armée ukrainienne, indépendamment de toute implication directe de l'UE ou des États-Unis. Cette possibilité ne doit pas être négligée.

Les conséquences de ces prétentions de l'UE à agir sur les événements en Ukraine ne sont pas anodines, mais d'ordre stratégique. La plus immédiate est que le soutien fanatique de l'UE à Kiev a éloigné de plus en plus l'Ukraine ethniquement « anti-russe » de toute possibilité de servir d'État neutre ou tampon.

Pari passu pour tout rôle de l'UE. Elle a brûlé tous les ponts en tant que médiateur. Pourquoi les Ukrainiens ethniquement russes feraient-ils confiance à l'UE (alors que le Kremlin ne le fait pas) ?

L'exacerbation - par les « activistes » ukrainiens, au sein de la classe dirigeante de l'UE et au plus haut niveau de l'UE - de sentiments anti-russes toxiques a inévitablement mis à jour une ligne de fracture amère en Ukraine.

Mais elle ne se limite pas à l'Ukraine : Elle est en train de fracturer l'Europe et de créer une ligne de fracture stratégique entre l'UE et le reste du monde.

Le président Macron a déclaré cette semaine qu'il voyait de la « rancœur » dans les yeux du président Poutine. Une « sorte de ressentiment » dirigé contre le monde occidental, en particulier l'UE et les États-Unis, et qu'il est alimenté par « le sentiment que notre perspective était de détruire la Russie ».

Il a raison. Cependant, le ressentiment ne se limite pas aux Russes qui en sont venus à mépriser l'Europe ; c'est plutôt que, dans le monde entier, le ressentiment bouillonne face à toutes les vies détruites dans le sillage du projet hégémonique occidental. Même un ambassadeur français de haut rang décrit désormais l'ordre fondé sur des règles comme un « ordre occidental » injuste basé sur « l'hégémonie ».

L'interview d'Angela Merkel au magazine Zeit confirme au reste du monde que l'autonomie stratégique de l'UE a toujours été un mensonge. Elle admet que son plaidoyer en faveur du cessez-le-feu de Minsk en 2014 était une tromperie. Il s'agissait d'une tentative pour donner à Kiev le temps de renforcer son armée - et elle a réussi à cet égard, a déclaré Merkel. « L'Ukraine a utilisé ce temps pour se renforcer militairement, comme vous pouvez le constater aujourd'hui. L'Ukraine de 2014/15 n'est pas l'Ukraine d'aujourd'hui ».

L'UE se pose en acteur stratégique, en puissance politique à part entière, en colosse du marché, en monopsonne ayant le pouvoir d'imposer sa volonté à quiconque fait du commerce avec elle. En d'autres termes, l'UE insiste (et croit) qu'elle possède un pouvoir politique significatif. Mais elle n'a aucun pouvoir politique ou militaire en soi (elle est un vassal des États-Unis). Son influence découle plutôt de son envergure économique, qu'elle a gaspillée en s'automutilant.

Alastair Crooke* pour [Al Mayadeen](#)

Original : « [The EU's Lost the Plot](#) »

[Al Mayadeen](#). Beyrouth, le 25 décembre 2022

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6 (MI6)* » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.